



HAL
open science

Le rêve d'État du djihadisme

Olivier Hanne

► **To cite this version:**

Olivier Hanne. Le rêve d'État du djihadisme. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, 2015, 77, pp.43-47. halshs-01425786

HAL Id: halshs-01425786

<https://shs.hal.science/halshs-01425786>

Submitted on 3 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le rêve d'État du djihadisme

Par **Olivier Hanne**, islamologue, professeur aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan.

Daech a toutes les apparences de l'État : un gouvernement structuré, une population administrée, un vaste territoire plus ou moins stable, et déjà une histoire et des morts. Il ne lui manque qu'un critère majeur : la reconnaissance internationale, qu'il n'aura jamais et qu'il ne recherche d'ailleurs nullement. Le passage du djihadisme à l'étatisation est-il une originalité de cette organisation ? Quelles en sont les formes repérables et les conséquences à long terme ?

Le djihadisme, indissociable d'un certain « État »

Historiquement, les courants terroristes se réclamant du djihadisme avaient tous un lien, même indirect, à une fiction étatique. Il fallait libérer un peuple ou une terre d'islam. Dans les décennies 1960-1980, le terrorisme musulman d'inspiration marxiste prétendait redonner aux Palestiniens leur terre, occupée par Israël. Lorsque les années 1998-2011 consacrèrent Al-Qaïda, la nébuleuse était mondialiste en théorie, mais en pratique tout à fait incarnée, puisque l'Afghanistan des talibans représentait le modèle à exporter. L'Azawad islamique, constitué au Nord-Mali par les groupes terroristes en 2012, se voulait fidèle à l'archétype de gouvernement salafiste, mais concrétisait les aspirations étatiques des Touaregs et de

Maures qui n'avaient pas leur place dans le Mali post-colonial. En quelque sorte, le djihadisme seul n'est rien. Il ne peut proliférer sans revendications populaires d'autonomie, d'indépendance ou de redistribution des richesses.

L'implosion de l'Irak avec l'occupation américaine en 2003 et la domination chiite sur l'État irakien après 2005 ont engendré une insurrection des tribus sunnites du pays et ainsi créé les conditions de l'émergence de Daech. En Syrie, le Printemps arabe contre Bachar al-Assad dès 2011 fut aussi un vecteur propice au djihadisme, qui voulait renverser un pouvoir inique et alaouite, proche du chiisme. Dans ces deux pays, c'est donc bien la nostalgie d'un État unificateur et juste qui a précipité la naissance du djihadisme, perçu comme la seule force capable

Photo ci-dessus :

Bagdad, la capitale de l'Irak. Même si Bagdad et Damas semblent être des objectifs encore inatteignables pour l'État islamique, ce dernier pousse ses forces vers les deux capitales qui représentent une charge symbolique extrêmement puissante. Bagdad fut notamment la capitale du califat abbasside de 762 à 1258 et sa voisine syrienne le phare de l'empire omeyyade entre 661 et 750 (© rasoulali)



d'assumer la revanche. L'appareil militaire de Daech est ainsi peuplé d'anciens officiers irakiens issus du parti Baas, arabe et nationaliste, dirigé autrefois par Saddam Hussein. Même s'il s'en détache, le djihadisme actuel a été imprégné par les espoirs suscités par le nationalisme arabe au XX^e siècle. La constitution du parti Baas de 1947, bien que laïque et non confessionnelle, a inspiré de nombreux résistants irakiens à l'occupation américaine, passés dans les rangs de Daech : « La patrie arabe forme une unité politique et économique indivisible ». La théorie religieuse de Daech, antinationaliste, antitribale, cosmopolite, ne doit pas tromper : l'organisation n'a vaincu en Irak qu'en raison de la nostalgie de l'État. Avant d'être mondialiste sous l'action d'Al-Qaïda, le djihadisme avait une double dimension révolutionnaire et nationaliste, à la manière du maoïsme ou du stalinisme, comme le prouvent les attentats pro-palestiniens des années 1960-1980.



Photo ci-dessus :

Drapeau du Front al-Nosra, un groupe armé salafiste djihadiste qui combat essentiellement dans le Nord-Ouest de la Syrie et constitue l'un des principaux acteurs de la guerre civile syrienne. Après avoir été provisoirement alliée à l'État islamique, l'organisation s'est alliée à Al-Qaïda en 2013. Elle prône une société reposant sur les lois de la charia et la mise en place d'un califat en Syrie, considérant la démocratie comme « la religion des impies ». (© Jiri Fogel)

La mystique étatique dans le terrorisme islamiste

Dans l'histoire du terrorisme au Moyen-Orient, aucun mouvement n'a jamais survécu sans singer une structure d'État ou de gouvernement. À la fin du IX^e siècle, des courants chiites révolutionnaires – dits *ghulât* – ont fédéré les mécontents et déclenché de gigantesques révoltes dans le Sud de l'Irak. Parmi eux, les Qarmates recrutèrent leurs sectateurs dans les populations pauvres, faisaient la promotion du soulèvement et de l'assassinat. Mais vers 900, eux aussi s'établirent en Arabie, à al-Hassa, pour constituer un État à la fois égalitariste et religieux. Seule la branche des Assassins au XI^e siècle, eux aussi chiites, semble avoir refusé toute forme d'étatisation, en poursuivant le but unique de détruire les califats indignes, d'abattre les puissances chrétiennes depuis leur forteresse d'Alamût. Pourtant, même eux attendaient l'imam caché, symbole toujours renaissant de l'esprit d'Alî, gendre du Prophète. Eux aussi espéraient un chef mystique rétablissant la justice de Dieu sur une terre libérée de l'impunité. L'islamisme violent ne peut se passer d'une référence à l'État, puisque Muhammad fut lui-même le chef politique et religieux de la première *Umma*, un arbitre entre les tribus. Il fonda dans le Hedjâz un ensemble d'allégeances, garanties par l'obéissance envers Dieu et le Prophète et formalisées dans la « Constitution de Médine » (février 623).

Tous les courants *ghulât*, depuis les Qarmates jusqu'à Daech, ont donc la nostalgie du mode de gouvernement instauré

par Muhammad, souhaitent créer un État à son image, ou attendent une réalisation étatique de type millénariste (1). Le *Cham* – la Syrie – est d'ailleurs la terre de la réalisation prophétique à la fin des temps. Tous voient dans les musulmans opprimés, qu'ils soient Palestiniens, Syriens ou Irakiens, les esclaves qu'il faut libérer des tyrans – les *tawaghit*. Tous anticipent l'extension de cette libération autour de lieux mythiques, inscrits dans la naissance de l'islam : Bagdad, Damas, Jérusalem et surtout Rome, dont Daech prophétise régulièrement la conquête. Ainsi, le djihadisme ne nie nullement l'importance des territoires, mais il leur attribue une symbolique propice à mobiliser ses combattants.

Califat et *dawla*

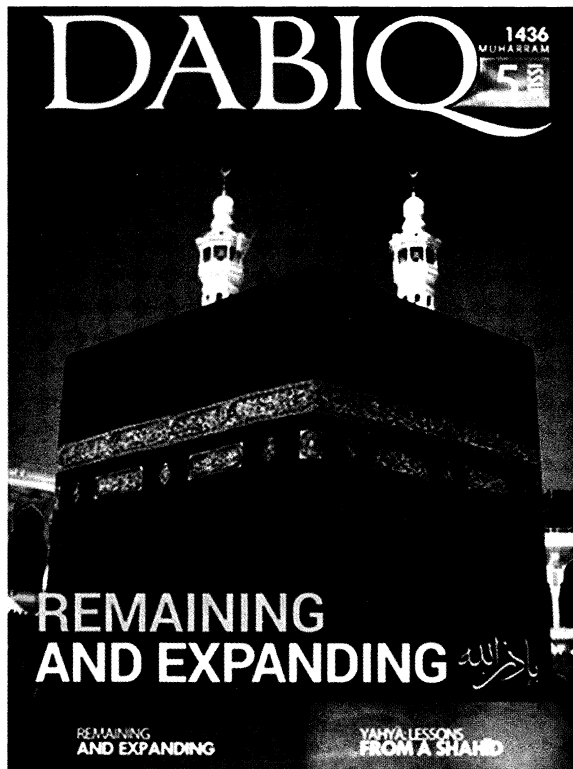
Pour cela, la plupart des courants djihadistes – et Daech plus que tout autre – se raccrochent aux deux notions centrales de califat et de *dawla*. À la mort du Prophète, en 632, se pose la question de savoir qui peut lui succéder. Les élites musulmanes reconnaissent très vite son meilleur ami et parent, Abou Bakr, qui prend le titre de *khalifa*, « successeur », ou d'*imâm*, le guide de la prière. Le savant al-Mawârdi (mort en 1058) précise que « l'institution de l'imam a pour raison d'être qu'il supplée le message prophétique pour la sauvegarde de la religion et l'administration des intérêts terrestres ».

De 661 à 749, la dynastie des Omeyyades établit à Damas son califat. C'est la première *dawla*, notion qui recoupe à la fois l'État, la révolution et la dynastie. En 750, la dynastie des Abbassides prend le pouvoir, jusqu'au XIII^e siècle. Leur avènement est vu comme une renaissance religieuse et morale, qui entraîne les succès militaires de l'islam. Le premier calife, al-Saffâh (750-754), fut accueilli dans la mosquée de Bagdad par une foule vêtue de noir et arborant des drapeaux noirs, exactement comme Daech. Le nom même de l'État islamique est la traduction de *dawla al-islâmiya*. L'ambition est donc de créer

“ L'implosion de l'Irak avec l'occupation américaine en 2003 et la domination chiite sur l'État irakien après 2005 ont engendré une insurrection des tribus sunnites du pays et ainsi créé les conditions de l'émergence de Daech. ”

une dynastie réformatrice ou, à tout le moins, une succession durable de califes.

La *dawla* sous-entend aussi l'idée de révolution, c'est-à-dire le bouleversement du monde vers la piété et la loi divine. En se proclamant *dawla* et califat, Daech indique, plus qu'un rappel historique, un programme d'action politique et une légitimation religieuse, une renaissance de l'islam sunnite qui va permettre, selon l'expression de la tradition, de « commander le bien et interdire le mal ». Cet avènement a une éminente valeur morale, spirituelle et mémorielle pour les affidés de



temps, d'où son slogan récurrent : *Bâqiya* ! (« pérennité » ou « il va rester »). La gouvernance officielle de Daech puisant dans des racines mémorielles et identitaires puissantes, les oulémas salafistes sont partagés : les uns, comme ceux d'al-Azhar ou d'Arabie saoudite, valident la destruction de l'organisation, mais les autres, attirés par le hanbalisme, légitiment le califat.

Photo ci-contre :
Couverture du cinquième numéro de *Dabiq*, le magazine de propagande publié sur Internet en plusieurs langues par l'organisation de l'État islamique. (© Dabiq)

“ La théorie religieuse de Daech, antinationaliste, antitribale, cosmopolite, ne doit pas tromper : l'organisation n'a vaincu en Irak qu'en raison de la nostalgie de l'État. ”

Organes de l'État et organes de Daech

Comme au temps des totalitarismes, les structures étatiques se distinguent de l'organigramme du mouvement. Daech a tous les attributs extérieurs d'un État, tel que l'entend le droit occidental. Outre ses deux bras droits, l'un pour les provinces irakiennes, l'autre pour la Syrie, le « calife » Abou Bakr al-Baghdâdî s'est adjoint un gouvernement central, composé de ministères, pour la plupart dédoublés en Syrie et en Irak. On peut identifier le ministère de la Guerre, du Renseignement, des Finances (achats d'armes, vente de pétrole), de la Justice, de l'Administration, des Combattants étrangers, de la *Da'wa* (qui gère la propagande), de l'Éducation et de la Santé. Le détail des budgets est inconnu. Sur le plan scolaire, tous les programmes éducatifs valident l'idéologie salafiste. En raison du danger des frappes, cet exécutif se réunit rarement et ne communique que par des courriers ou des émissaires. Mais dans cette structure terroriste sortie de la clandestinité, la réalité du pouvoir n'est peut-être pas dans ces ministères, et le porte-parole de Daech, Al-Adhâni, pourrait avoir plus d'influence que ne le suggère sa fonction.

Outre cet exécutif typiquement étatique, l'organisation en elle-même est dirigée par un Cabinet de sept membres qui, en plus de leurs fonctions ministérielles, gèrent d'autres domaines : les prisonniers, les attentats-suicides, la sécurité intérieure, le courrier, la fourniture d'explosifs, le soin des familles des « martyrs ». Le Cabinet contrôle en outre un Conseil de Guerre, qui donne les directives opérationnelles aux bataillons de l'Armée

Photo ci-dessous :
Dans une vidéo diffusée en août dernier, l'État islamique affirme avoir commencé à frapper sa propre monnaie d'or, en argent et en cuivre pour libérer « les musulmans de l'asservissement des banques sataniques ». (© Islamic State Media)

Daech. Le retour du califat fut d'ailleurs annoncé par de nombreux prédicateurs, notamment le Koweïtien Târeq al-Sûwaydân en 2010. Les mentalités djihadistes y étaient préparées. L'anarchisme est donc – en théorie – totalement étranger au djihadisme. Al-Ghazâlî (mort en 1111) rejette le chaos en affirmant : « Cent ans de tyrannie d'un sultan font moins de dégâts qu'un an de tyrannie de ses sujets les uns envers les autres ».

Une forme médiévale de gouvernement

Daech cherche à reprendre tous les symboles de l'islam médiéval : les titres d'émirs, gouverneurs de provinces et de cités ; l'émission de dinars d'or et de dirhams d'argent ; la subsidiarité des pouvoirs, inhérente au califat abbasside, etc. Le cadre légal est celui de la *sharia*, interprétée selon les canons de l'école juridique hanbalite. Des trois autres écoles, ou *mâdhdhâb*, Daech méprise le malikisme trop ouvert au consensus, le shafisme car favorisant la liberté d'interprétation, et le hanafisme qui accepte le raisonnement personnel. Les oulémas de l'organisation s'évertuent donc à justifier les débordements de leurs troupes au moyen des corpus juridiques des IX^e-XII^e siècles, citant abondamment le rigoriste Ibn Taymiyyah (mort en 1328) pour expliquer la légalité des décapitations, des viols de Yézidiens ou du bûcher du pilote jordanien en janvier 2015. La *sharia* hanbalite, interprétée à loisir, est le cadre structurant du mouvement pour se prétendre légal et authentiquement musulman. Son application est volontairement distinguée du wahhabisme saoudien, notoirement monarchique et allié des États-Unis, alors que Daech se veut égalitaire, universel et multiracial.

En utilisant toutes ces références anciennes, et en annonçant le retour du *Mahdî*, le « bien guidé » de la fin des temps, Daech se présente comme un État qui réunifie l'Histoire et accélère le





islamique, et une branche médiatique chargée de la diffusion des informations et des vidéos. Enfin, un tribunal religieux délivre des *fatwas*, c'est-à-dire des avis juridiques en correspondance avec la *shar'ia* hanbalite.

Le noyau de Daech, les membres du Cabinet, les gouverneurs de provinces (les « émirs ») et les juges de haut rang (les « qadis »), forment la *shûra* (*madjlis al-shûra*), le conseil politique, religieux et militaire de Daech, qui approuve et fixe les orientations du mouvement. Mais l'unanimité au sein de la *shûra* n'est nullement acquise.

Pour les délits mineurs, on punit d'une amende ou de quelques coups de bâton. Pour le reste, on s'en remet à des tribunaux, où des qadis jugent selon la *shar'ia*. On décapite ou on crucifie les blasphémateurs, on lapide les adultères, on défenestre les homosexuels. Nul ne sait si les chefs d'accusation reflètent une quelconque réalité délictueuse ou s'il s'agit d'inventions visant à se débarrasser des opposants.

Inspiré par les appels coraniques à la justice, par la doctrine sociale des Frères musulmans et même par l'État keynésien, Daech assure les services publics et

Un proto-État belliqueux et instable

N'étant nullement reconnu, Daech n'est à l'heure actuelle qu'un proto-État, entouré d'ennemis, peu viable à long terme, assimilable à un totalitarisme par son ultra-violence. Les territoires qu'il contrôle au Moyen-Orient n'ont de frontières que militaires, nombreuses sont les localités qui lui échappent au sein même de ses zones. Ses *katibas* profitent d'une grande autonomie, et nul ne sait quel est le pouvoir effectif d'Al-Baghdâdi sur l'ensemble de cette construction hétéroclite. La guerre en cours sur ses marges



Photo ci-dessus : Traditionnellement, la *hijra* fait référence à une migration pacifique des musulmans en direction de terres leur permettant de se libérer des persécutions. En faisant un appel à la *hijra*, et en l'associant à la prise des armes, l'État islamique détourne le terme de son sens premier pour en faire un puissant outil de radicalisation et d'embrigadement de musulmans aux quatre coins du monde. (© Xinhua)

Chaque émir dans sa province ou sa ville est nommé par l'exécutif de Daech, en fonction de règles inconnues. La plupart sont toutefois des combattants expérimentés qui se sont imposés sur plusieurs *katiaba* (« bataillons »). Ils sont secondés par une *shûra* provinciale, qui intègre des membres éminents des élites tribales, signe que la réalité sociale ne peut être négligée.

L'apparence d'un État responsable

Dans les territoires soumis, Daech organise la vie quotidienne dans un calme presque serein, troublé par les bombardements et les exécutions publiques. Depuis novembre 2014, l'ensemble du territoire vit selon le même créneau horaire. La *Charte de l'État islamique en Irak et au Levant* forme l'armature des nouvelles règles sociales et leur répression. Une brigade féminine veille au port du niqab, la police urbaine – la *hisba* – patrouille sur les marchés, contrôle l'observance de la prière, interdit la cigarette.

“ Au-delà du Moyen-Orient, la contamination d'émirats, ainsi en Libye ou au Nigéria, fait croire à une extension de son espace, alors que ces groupes lointains ne peuvent être connectés à leur nouvelle « maison-mère ». Daech ne reconnaît aucune institution internationale, aucune convention sur les prisonniers ou les non-belligérants. Ni l'ONU, ni le droit international n'existent. ”

déploie des trésors de redistribution, au moins devant ses caméras. On plafonne les loyers, on distribue gratuitement de la nourriture, on ouvre des cantines, on répare les routes, on plante même des parterres de fleurs. Le 2 décembre, 250 dollars par personne ont été distribués à Raqqa pour les familles pauvres, et 50 000 dinars à Mossoul. En novembre 2014, l'État islamique a annoncé la frappe d'une monnaie répondant aux exigences d'une société islamisée. Comme au Moyen Âge, les dinars et les dirhams seront frappés respectivement en or et en argent purs, car depuis le IX^e siècle, une monnaie n'a de valeur qu'intrinsèque. On pourra aussi calculer l'aumône réglementaire (la *zakât*) sans se référer au taux de change du dollar ou des monnaies nationales. Comme Abou Bakr al-Baghdâdi le précisait le 13 novembre, l'EI pourra ainsi renverser « le système monétaire tyrannique imposé aux musulmans qui a conduit à leur oppression », c'est-à-dire le capitalisme diabolique.

empêche toute projection à moyen terme, appauvrit chaque jour les populations concernées et donc les rentrées d'argent pour l'organisation. Si, en 2015, elle a perdu des villes (Kobané, Tikrit), elle en a aussi gagné (Ramadi, Palmyre) et en menace d'autres (Alep, Homs, Haksaka, Baiji). Le territoire est mouvant. Elle anime toutefois des villes qui ont valeur de capitales et de pôles de résistance : Raqqa, Deir ez-Zor, Mossoul, Falloujah. En décembre 2014, le premier numéro de *Dar al-Islâm* s'intitulait *L'État islamique étend son territoire*, et proclamait : « Le Califat a fait revivre la notion de terre d'Islam ! ». Au-delà du Moyen-Orient, la contamination d'émirats, ainsi en Libye ou au Nigéria, fait croire à une extension de son espace, alors que ces groupes lointains ne peuvent être connectés à leur nouvelle « maison-mère ». À l'inverse, Daech ne reconnaît aucune institution internationale, aucune convention sur les prisonniers ou les non-belligérants. Ni l'ONU, ni le droit international n'existent. N'être pas



reconnu comme État n'a aucune importance, car sa seule ambition est d'être un califat et une *dawla*. Sa politique étrangère n'est guidée que par les intérêts du djihad. Les négociations avec les infidèles, les alliances de circonstance et les cessez-le-feu sont admis, mais n'ont qu'une valeur opportuniste. La paix avec l'EI est donc un leurre.

Toutefois, derrière cette rhétorique belliqueuse, l'appareil de Daech est partagé et les anciens baasistes veulent surtout redonner aux sunnites d'Irak leur autonomie politique et financière. Ils pourraient s'accommoder d'objectifs plus limités que l'islamisation brutale du Moyen-Orient. Avec eux, des accords diplomatiques peuvent être noués, ce qui impose aux adversaires de Daech une fine approche des problèmes.

Enfin, les tribus soumises gardent une certaine autonomie de décision, et Daech doit négocier avec les clans déclassés. Dans la vallée du Tigre, l'État islamique s'est associé initialement à la tribu des Djuburi, qui est la plus importante d'Irak avec ses six millions de membres. Mais l'alliance n'a pas duré. Plusieurs dizaines de responsables de la tribu, accusés de rassembler des armes pour un soulèvement, ont été exécutés par l'EI en novembre et décembre dans la province de Ninive. Les réseaux au sein de Daech sont donc extrêmement mouvants.

“ En s'étatisant, le djihadisme s'éloigne du terrorisme, sans pouvoir accéder à la respectabilité au sein même du salafisme. ”

Les conséquences de l'étatisation du djihadisme

En assumant une dimension étatique, Daech profite de nombreux avantages symboliques et matériels. Il se présente comme une structure solide, durable, responsable, pieuse, et non comme une nébuleuse de terroristes favorisant l'anarchie – à l'image d'Al-Qaïda ? En se ralliant à Al-Baghdâdî par allégeance, les autres groupes djihadistes du monde, au Sahel, en Afghanistan, dans le Caucase, trouvent une nouvelle dynamique et peuvent participer à la fiction du califat et à ses multiples territoires. Mais leurs problématiques restent propres, et Boko Haram, bien que rallié à Daech, n'a que peu de points communs avec le groupe syro-irakien.

L'État islamique peut fournir une nouvelle inspiration, mais aussi susciter d'autres États concurrents, au Pakistan, au Sahel, relancer la dynamique d'Al-Qaïda, ou, pire encore, être critiqué pour la mauvaise gestion de ses territoires ou son opportunisme, comme le fut en son temps l'Arabie saoudite par Ben Laden. En s'étatisant, le djihadisme s'éloigne du terrorisme, sans pouvoir accéder à la respectabilité au sein même du salafisme. Obsédé par ses victoires, Daech ne parvient pas à quitter le cadre de la guerre. Dans sa communication, l'ennemi de l'intérieur est omniprésent, et plus dangereux que les États-Unis. On ne compte plus les exécutions de traîtres, d'informateurs démasqués, de chiïtes, d'infidèles, etc. Daech se nourrit d'instabilité, tout en aspirant à la pérennité.

Al-Baghdâdî doit envisager l'avenir et la reconstruction des territoires ravagés. Réaliste, le « calife » terminait son message de

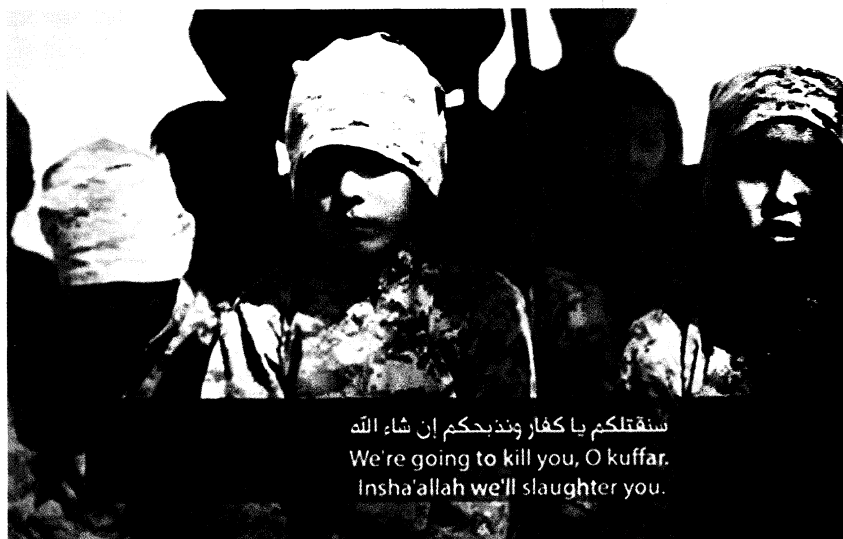


Photo ci-dessus :

Image tirée d'une vidéo de propagande de l'État islamique montrant des enfants kazakhs dans un camp d'entraînement. (© ISIS Media)

ramadan 2014 par un appel à l'immigration musulmane, la *hijra*. Une partie des élites du groupe souhaite changer les appels au djihad en appels à l'immigration, plus constructive, mais moins excitante. Le troisième numéro du magazine *Dabiq* assurait : « L'islam authentique est extrêmement étranger (...). Par conséquent, les étrangers sont ceux qui laissent leurs familles et leurs terres, émigrant pour Allah et l'établissement de sa religion. »

Le discours idéologique de Daech, qui forme l'armature de sa puissance et lui assure l'arrivée des candidats au djihad, représente un vecteur de fragilité, dans la mesure où tous ses débordements devraient être justifiables au regard de la tradition salafiste. Or, celle-ci est si vaste et si contradictoire, que l'État islamique s'est avéré incapable de suivre toutes les obligations de la tradition (ex : femmes armées, contrebande, enfants embrigadés, etc.). Le hanbalisme pur est impossible.

Plus encore, malgré l'aspect récent des constructions nationales, la référence à la nation reste une réalité partagée par les opinions arabes, tout comme l'identité tribale et clanique. En février 2015, le cheikh modéré Haydar al-Muhammadi, ancien meneur des manifestations sunnites irakiennes, a fait allégeance à l'EI, signe que Daech recrute surtout en raison d'un contexte circonstancié, et non d'abord parce qu'il représente l'islam « épuré » du Moyen Âge. Or, plus le temps passe, plus le nombre d'étrangers au sein de l'organisation augmente. En juin 2015, près de 20 000 étrangers peupleraient ses rangs, soit sans doute 25 %. Mais ces djihadistes hors-sol sont plus sensibles à l'idéologie du groupe qu'à la place des tribus sunnites dans un Irak et une Syrie pacifiés. Beaucoup méprisent les populations locales.

Le temps joue donc en faveur du déracinement de Daech. Chaque mois passant, l'État islamique risque de se modeler davantage sur ses mythes, et le retour à une structure étatique reconnue deviendra plus difficile. Voilà le paradoxe actuel de Daech : vouloir bâtir un État sans autres racines que celles d'un passé idéalisé.

Olivier Hanne

Notes

(1) Le millénarisme désigne, à une époque donnée, la conviction de la venue de la fin des temps, qui impose de choisir le camp du bien face aux forces du mal.